

147, rue de l'Université  
75338 PARIS CEDEX 07

## MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICE

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

*Administration contractante :*

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement**  
Etablissement public à caractère scientifique et technologique

Centre de recherche Nouvelle-Aquitaine-Poitiers  
RD 150 – LE CHÊNE – CS 80006  
86600 LUSIGNAN

## Exécution de prestations nécessaires au nettoyage, à l'entretien et à l'hygiène des locaux

**Personne responsable du marché ou autorité compétente :**  
Monsieur le Président du Centre INRAE Nouvelle-Aquitaine-Poitiers

**Comptable Assignataire des paiements :**  
Madame l'Agent Comptable Secondaire  
Centre INRAE Nouvelle-Aquitaine  
71 avenue Edouard Bourlaux - CS 20032  
33883 VILLENAVE D'ORNON

# SOMMAIRE

<b>1. OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
1.1. OBJET DU MARCHÉ / LOT(S)	3
1.2. DURÉE DU MARCHÉ	3
<b>2. DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>3</b>
<b>3. MODALITÉS D'EXÉCUTION</b>	<b>4</b>
<b>4. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS - INFRACTIONS</b>	<b>4</b>
4.1. VÉRIFICATIONS	4
4.2. INFRACTIONS	4
<b>5. GARANTIE</b>	<b>4</b>
<b>6. RETENUE DE GARANTIE</b>	<b>4</b>
<b>7. MODALITÉ DE DÉTERMINATION DU PRIX</b>	<b>4</b>
7.1. NATURE DU PRIX	4
7.2. FORME DU PRIX	5
<b>8. AVANCE</b>	<b>5</b>
<b>9. AUTRES AVANCES</b>	<b>5</b>
<b>10. MODALITÉS DE RÉGLEMENT</b>	<b>5</b>
10.1. MODE DE RÉGLEMENT	5
10.2. FACTURE	6
10.3. ORDONNATEUR ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	6
10.4. DÉLAI DE PAIEMENT	6
<b>11. RÉFACTIONS / PÉNALITÉS / RÉSILIATION</b>	<b>6</b>
11.1. PÉNALITÉS POUR ABSENCE DU PERSONNEL	7
11.2. PÉNALITÉS POUR DÉFAUT DE QUALITÉ DES PRESTATIONS	7
11.3. RÉSILIATION	7
<b>12. PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	<b>7</b>
<b>13. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ - COMPORTEMENT</b>	<b>8</b>
<b>14. ASSURANCE</b>	<b>8</b>
<b>15. AUGMENTATION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
<b>16. DIMINUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
<b>17. REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE</b>	<b>9</b>
<b>18. CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES</b>	<b>9</b>
<b>19. REDRESSEMENT - LIQUIDATION JUDICIAIRE</b>	<b>9</b>
<b>20. LITIGES</b>	<b>9</b>
<b>21. DÉROGATIONS</b>	<b>9</b>

## **1. OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ**

### **1.1. Objet du marché / lot(s)**

Le présent marché porte sur l'exécution des prestations suivantes :

Nettoyage, entretien et hygiène de locaux tertiaires et installations techniques du Centre de Recherche de Nouvelle-Aquitaine-Poitiers des Sites de Lusignan / Rouillé et du Magneraud, y compris les prestations de vitrerie.

La description des prestations est indiquée dans l'annexe A1 Lots n° 1 et 2 au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le marché est passé en 2 lots :

- Lot N° 1

Prestations concernant les locaux INRAE des sites :

- Lusignan, adresses : RD 150 – LE CHENE et Site des Verrines - 86600 LUSIGNAN
- Rouillé, adresses : lieu-dit Venours et lieu-dit La Gouvanière - 86480 ROUILLÉ

- Lot N° 2

Prestations concernant les locaux INRAE du site :

- Le Magneraud, adresse : Saint Pierre d'Amilly - 17700 SURGERES

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé.

Chaque soumissionnaire peut répondre à un ou plusieurs lots.

### **1.2. Durée du Marché**

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification ou date de début d'exécution indiquée.

Le marché pourra être reconduit annuellement de façon tacite, sans toutefois que sa durée totale puisse excéder quatre années, sauf dénonciation par INRAE 4 mois avant la fin de la période en cours du marché ou résiliation anticipée du marché prévue à l'article 11.3 du présent document en cas de manquements répétés du titulaire à ses obligations.

## **2. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offre ouvert en application des articles L2124-1, R2124-1 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Il est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi.
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses Annexes.
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux fournitures courantes et services, publié par l'arrêté du 30 mars 2021.
5. Les normes françaises et européennes en vigueur.
6. Les bons de commande annuels pour les prestations régulières et les bons de commande successifs pour les prestations ponctuelles.

Les pièces générales sont réputées connues du titulaire.

### **3. MODALITÉS D'EXÉCUTION**

Le marché fera l'objet pour les prestations régulières, d'un bon de commande annuel établi pour la totalité de la période de validité en cours de marché, et pour la 1<sup>ère</sup> année, à compter du jour suivant la date de notification. Cependant, un bon de commande modificatif peut intervenir en cours d'exécution du marché, en cas d'augmentation ou de diminution des prestations prévues aux articles 15 et 16 du présent document.

En tout état de cause, la durée d'exécution s'achèvera à la fin de la période de validité en cours du marché.

Pour les prestations complémentaires à la demande, y compris la vitrerie, le marché fera l'objet à chaque fois d'un bon de commande ponctuel établi au fur et à mesure des besoins.

Les conditions d'exécution (nature des prestations et fréquences de réalisation) figurent de façon détaillée aux articles 4 à 10 du CCTP ainsi qu'aux annexes A1 (Fréquentiels) et A2 (Fiches bâtiments) des lots n° 1 et 2 dudit CCTP.

Il est rappelé que le titulaire, suivant les conventions collectives, est tenu de reprendre le personnel en place.

### **4. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS - INFRACTIONS**

#### **4.1. Vérifications**

Les vérifications des interventions et de la qualité des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG et à l'article 2 du CCTP ainsi qu'à l'annexe B dudit CCTP.

#### **4.2. Infractions**

Toute infraction aux clauses et conditions du présent marché donnera lieu à l'application de pénalités comme défini à l'article 11 du présent CCAP.

Les infractions seront constatées par la Personne Responsable du Marché ou l'un de ses représentants habilités.

Le titulaire aura un délai de trois jours ouvrés à compter de la notification qui lui sera faite pour formuler ses observations.

### **5. GARANTIE**

Sans Objet.

### **6. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

### **7. MODALITÉ DE DÉTERMINATION DU PRIX**

#### **7.1. Nature du prix**

Le marché est conclu à prix forfaitaires pour les prestations régulières figurant à l'annexe 1A Lots n° 1 et 2 à l'Acte d'Engagement.

Les prestations effectuées en dehors du forfait, soit complémentaires à demande, seront réalisées dès l'établissement d'un bon de commande sur la base des prix unitaires établis à l'annexe 1B Lots n° 1 et 2 à l'Acte d'Engagement.

Ces prix s'entendent hors T.V.A. et aux conditions économiques du mois de remise des offres.

## 7.2. Forme du prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première année.

Dans l'éventualité d'une reconduction, ils seront ensuite ajustables annuellement à la date anniversaire du marché.

L'ajustement se fait par référence à l'indice mensuel publié par l'INSEE, indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – prix de base – CPF 81.2 – Services de nettoyage, identifiant 010766545, au moyen de la formule suivante :

$$P = P_0 \frac{I}{I_0}$$

dans laquelle :

*P* = prix ajusté

*P*<sub>0</sub> = prix initial du marché ou à l'ajustement précédent

*I*<sub>0</sub> = valeur de l'indice à la date de remise des offres pour le 1<sup>er</sup> ajustement, puis celui de l'ajustement précédent pour les ajustements suivants

*I* = valeur de cet indice connu, soit 3 mois avant la date d'ajustement

Le titulaire du marché devra envoyer au pouvoir adjudicateur 2 mois avant la fin du marché en cours la révision des prix en faisant apparaître le pourcentage d'augmentation. Ces prix révisés deviendront contractuels s'ils sont acceptés.

L'augmentation annuelle ne devra pas dépasser 3%. En cas de dépassement, le pouvoir adjudicateur pourra refuser et résilier le marché.

## 8. AVANCE

En application de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique, si le montant minimum du marché est supérieur à 50 000 € HT, le titulaire bénéficiera d'une avance s'élevant à cinq pour cent (5 %) du montant minimum annuel du marché, sauf renonciation expresse de sa part à l'acte d'engagement.

Cette avance est consentie par le comptable assignataire sur production d'une copie du marché.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant du marché atteindra soixante-cinq pour cent (65 %) du montant minimum annuel du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant minimum annuel du marché.

## 9. AUTRES AVANCES

Sans objet.

## 10. MODALITÉS DE RÉGLEMENT

### 10.1. Mode de règlement

Le règlement est effectué par virement administratif au compte du titulaire précisé à l'acte d'engagement, sur présentation de la facture correspondante aux prestations effectuées au cours du mois précédent.

## 10.2. Facture

Conformément au Code de la Commande Publique et au Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relative à la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande (ou numéro d'engagement)
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le numéro SIRET du centre INRAE payeur est : 180 070 039 01274. Le code engagement sera transmis à la notification du marché.

L'adresse de facturation est la suivante : INRAE SBFC FACTURES - 71 Avenue Bourloux – CS 20032 - 33882 VILLENAVE D'ORNON CEDEX

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE de Nouvelle Aquitaine Poitiers.

## 10.3. Ordonnateur et comptable assignataire des paiements

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre les titres de paiement est le Président du Centre Nouvelle Aquitaine - Poitiers, 86600 Lusignan.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est le Président du Centre Nouvelle Aquitaine – Poitiers, 86600 Lusignan.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable secondaire d'INRAE de Bordeaux – 71 avenue Bourloux – CS 20032 – 33882 VILLENAVE D'ORNON CEDEX

## 10.4. Délai de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites. Le règlement s'effectue par virement administratif.

Un retard dans le délai de paiement entraîne le versement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée en cas de retard de paiement des sommes dues.

## 11. RÉFACTIONS / PÉNALITÉS / RÉSILIATION

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard total ou partiel ou de mauvaise qualité dans l'exécution des prestations, ceux-ci seront signalés au titulaire et le signalement pourra se faire par ordre d'importance et de gravité, soit :

- suite aux contrôles de la qualité réalisés,
- par écrit par lettre avec accusé de réception.

En fonction des remarques effectuées, le titulaire devra prendre en charge la mise en place de l'intégralité des actions correctives qu'il juge nécessaires, afin de garantir à INRAE la réalisation pleine et entière des prestations conformément aux spécificités des annexes A1 et A2 au CCTP.

Les pénalités éventuellement appliquées dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

### **11.1. Pénalités pour absence du personnel**

En cas d'absence imprévue d'un agent, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures pour informer INRAE et proposer une solution de remplacement dans les 48 heures ouvrées. À défaut, la prestation non réalisée ne sera pas facturée par le titulaire sans aucune application de retenue et calculée au prorata d'une moyenne mensuelle de jours travaillés de 21.67 (prestation de 5 jours par semaine). Par ailleurs, au-delà d'une semaine d'absence, une pénalité équivalente sera facturée par INRAE.

### **11.2. Pénalités pour défaut de qualité des prestations**

L'article 2 du CCTP détaille les modalités d'exécution des contrôles de la qualité et définit le champ d'application éventuel des pénalités.

En cas de non qualité constatée lors d'un audit, le titulaire devra réaliser une action corrective. Les prestations non réalisées donneront lieu à l'application de pénalités (voir annexe B du présent C.C.T.P.).

Si aucune amélioration n'est constatée dans les trois jours ouvrés qui suivent la demande d'intervention ou la transmission des documents relatifs au contrôle de la qualité effectué, c'est-à-dire si les actions correctives n'ont pas été mises en place ou si elles n'ont pas donné satisfaction, INRAE pourra procéder de plein droit au doublement des pénalités déterminées lors du contrôle de qualité.

Le titulaire a l'obligation dès réception des fiches de chaque contrôle de les valider en y apportant ses propres commentaires, s'il le juge opportun, et de les retourner signées à l'émetteur sous trois jours ouvrés. En cas de non-respect de ce point, le titulaire se verrait appliquer de plein droit une pénalité de 80 Euros.

Le barème de pénalités détaillé à l'annexe B du CCTP demeure applicable en cas de constat de défaut de prestations en dehors des contrôles de la qualité programmés si le représentant du titulaire averti de ces défauts ne se déplace pas dans la journée pour les constater et ordonner ainsi les actions correctives nécessaires.

### **11.3. Résiliation**

Les manquements réitérés du titulaire à ses obligations seront appréciés au regard de la moyenne obtenue sur l'ensemble des bâtiments sur une période de 2 contrôles consécutifs.

INRAE aura la possibilité de résilier le marché si la moyenne des relevés qualitatifs calculée sur 2 contrôles consécutifs est inférieure à 1.

Cette résiliation interviendra indépendamment des pénalités que l'administration aurait demandées.

## **12. PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements sur la protection de la main-d'œuvre et conditions de travail. Les stipulations de l'article 6 du CCAG-FCS sont applicables.

Des vêtements et protection de travail spécifiques à l'exécution des prestations seront fournis par le titulaire du marché.

Le titulaire devra fournir dans le délai fixé à l'article 17 du présent cahier, la liste nominative du personnel qui devra être mise à jour à chaque évolution et communiquée à INRAE.

### **13. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ - COMPORTEMENT**

Les stipulations prévues aux articles 6 et 7 du CCAG-FCS s'appliquent.

- Le titulaire respectera les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.
- Le titulaire sera tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments, en cas d'arrêt de travail de son personnel.
- Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.
- Le titulaire sera tenu d'appliquer les normes et consignes de sécurité pour son personnel dans le cadre de ses travaux et tout particulièrement dans le cas de travaux en hauteur (travaux de nettoyage de vitrerie).

**À ce titre, un plan de prévention sera dressé afin de mettre en évidence les modalités et moyens d'interventions.**

### **14. ASSURANCE**

Dans les 15 jours suivant la notification du marché, le titulaire s'engage à fournir à l'Administration une attestation de son assurance indiquant la nature et la durée de sa garantie. La garantie « matériel » devra être suffisante, l'étendue de la garantie devra être indiquée pour les dommages corporels.

Le non-respect de cette clause par le titulaire entraînera la résiliation d'office du marché, sans aucune indemnité compensatrice pour ce dernier.

Tous dégâts ou bris de matériel appartenant à INRAE, du fait du titulaire, seront réparés ou remplacés par celui-ci, à ses frais, en accord avec la personne responsable des marchés ou son représentant habilité, dans les huit jours suivant la constatation.

L'attestation d'assurance devra être fournie pour chaque reconduction du marché et couvrir la période.

### **15. AUGMENTATION DES PRESTATIONS**

Dans l'hypothèse où INRAE demanderait au titulaire d'assurer l'entretien et le nettoyage de surfaces non prévues dans l'état descriptif (ex : cas d'un nouveau bâtiment construit à intégrer au marché), d'augmenter la périodicité de ses prestations, ou d'effectuer des prestations complémentaires à la demande : le titulaire du marché ne saurait y déroger si la demande a été formulée par bon de commande à partir des annexes à l'acte d'engagement présentant la liste de chaque type de prestation recensée et le tarif correspondant.

### **16. DIMINUTION DES PRESTATIONS**

En cas de fermeture temporaire d'un ou de plusieurs bâtiment(s) (pour travaux par exemple) supérieur à un mois, INRAE préviendra le titulaire au moins un mois à l'avance afin qu'il puisse s'organiser en conséquence.

En cas de fermeture définitive d'un ou de plusieurs bâtiment(s) INRAE préviendra le titulaire au moins deux mois à l'avance.

Il est entendu qu'aucune facturation ne pourra être adressée à INRAE correspondant au(x) bâtiment(s) concerné(s).



## **17. REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE**

Le titulaire devra fournir, dans les délais indiqués ci-après, les documents suivants visés dans les articles du présent CCAP ou CCTP.

<b>Document à fournir</b>	<b>Articles</b>	<b>Délai</b> à dater de la notification du marché
Justification d'assurances à l'égard des tiers	Article 15 du présent CCAP	15 jours
Liste nominative du personnel	Article 9 du CCTP	20 jours
Liste des matériels et fiches sécurité	Article 5 du CCTP	
Liste des produits	Article 6 du CCTP	
Fiche de poste individuel	Article 9 du CCTP	
Plan de formation	Article 10 du CCTP	

## **18. Circonstances imprévisibles**

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible, les parties conviendront ensemble par le biais d'un avenant des charges qui devraient être assumées par INRAE avec justifications à l'appui fournies par le titulaire.

## **19. REDRESSEMENT - LIQUIDATION JUDICIAIRE**

L'article 39 du CCAG-FCS s'applique.

## **20. LITIGES**

En cas de litige, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.  
A défaut, le Tribunal Administratif de Poitiers est seul compétent.

## **21. DÉROGATIONS**

L'article 11 fait dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS – Pénalités pour retard et/ou manquements.

À Lusignan, le 10 février 2026